

*Développement régional*

vivre dans la région de leur choix et y élever leurs enfants sans crainte constamment de les voir déménager à Toronto.

Les gouvernements qui se sont succédés à la tête de ce pays avaient compris jusqu'à quel point les transferts économiques étaient nécessaires à l'unité nationale. Faisant preuve de sagesse, ils ont mis en oeuvre des programmes d'application universelle dans les domaines de la santé, de l'enseignement, et de la sécurité de la vieillesse. Voilà pourquoi ils ont également mis en oeuvre des programmes de péréquation afin d'enlever un peu aux provinces nanties pour le donner aux provinces démunies, de façon que celles-ci puissent mieux réaliser tout leur potentiel. Ils ont utilisé le financement des programmes établis pour aider des provinces comme la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick à hausser leurs programmes d'enseignement au niveau national.

Dans les années 1970, c'est un gouvernement libéral qui a inauguré les accords cadres de développement qui ont permis au gouvernement fédéral, de concert avec ses homologues provinciaux, de se lancer dans des programmes essentiels et propres à rendre nos secteurs industriels des provinces de l'Atlantique et d'autres régions de notre pays plus aptes à soutenir la concurrence sur le marché canadien et international. Ainsi, il a investi des milliards de dollars pour tenter de sortir les régions démunies de leur marasme économique perpétuel et pour donner aux citoyens qui y vivent la chance de participer pleinement à la vie économique de notre pays.

En 1984, le gouvernement libéral a de nouveau perfectionné son programme et a proposé des accords de développement économique à partir des accords cadres de développement. A cette époque, l'avenir des provinces de l'Atlantique s'annonçait plein de promesses. Depuis 1984, cependant, le désespoir plane en quelque sorte sur ces provinces. Faisant fi de la réalité canadienne et déterminé à servir ses maîtres de Bay Street, et plus récemment ceux de Wall Street, le gouvernement a ruiné les espoirs des Canadiens des régions atlantiques.

• (1750)

Au cours de la campagne électorale, divers ministres fédéraux sont venus dans la région de l'Atlantique, afin de parler des engagements du gouvernement à l'égard de la région. Ainsi, le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) est venu nous dire que les programmes d'assurance-chômage ne seraient pas modifiés, que les programmes de développement régional demeureraient intacts et que les programmes sociaux ne seraient absolument pas en danger, à la suite de l'élection d'un autre gouvernement conservateur.

Quelle différence quelques mois peuvent faire. La semaine dernière, nous avons assisté à l'abandon du développement régional en temps qu'élément essentiel de la politique économique du gouvernement. Le gouvernement a sabré dans le financement des programmes établis dans la région de l'Atlantique, et les compressions en question entraîneront la suppression d'autres lits et un aggravement de la crise à laquelle nos établissements d'enseignement postsecondaire doivent faire face au Canada. Le gouvernement a induit les habitants de la région de l'Atlantique en erreur avec ses soi-disant engagements à l'égard des programmes de développement régional.

En Nouvelle-Écosse seulement, six ententes sont arrivées à expiration, et elles représentent des millions de dollars et des milliers d'emplois dans la région de l'Atlantique. Pour sa part, le ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a trompé ses homologues provinciaux de la région de l'Atlantique dans la période précédant la présentation du Budget. Encore vendredi, le lendemain du Budget désastreux, il a déclaré que l'avenir même des ententes en question n'avait pas encore été décidé, mais qu'en cas de signature de ces dernières, il restait à négocier la répartition des coûts entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

D'une part, le gouvernement réduit grandement les recettes provinciales en limitant les sommes consacrées au financement des programmes établis et d'autre part, il sabre dans les sommes destinées au développement régional par le biais des ententes de développement économique et régional. Il dit aux provinces concernées que leur part du fardeau risque d'augmenter, si ces ententes sont renégociées, en fait.

Le gouvernement se comporte comme la dernière des brutes. Pour montrer à quel point il peut se montrer dur, il s'attaque à ses adversaires. Il s'en prend au plus faible et le terrasse. Il s'agit de l'abattre pour s'en débarrasser.

Il est intéressant de remarquer que d'une part, le gouvernement sabre dans les crédits consacrés au développement, et que d'autre part, il ne cesse de s'enorgueillir d'avoir été là lors de la relance qui a suivi la récession. Il fait fi des véritables disparités créées par sa propre politique depuis quatre ans.

Fait à noter, si on se base sur le taux de chômage pour mesurer les disparités régionales, en 1983, à Terre-Neuve, le taux de chômage moyen était de 55 p. 100 supérieur à la moyenne nationale, c'était vraiment honteux. En 1988, la proportion en question est de 110 p. 100. Toujours en 1983, à l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de chômage était de 3 p. 100 supérieur à la moyenne nationale. En 1988, après quatre années de politiques conservatrices, ce taux est de 37 p. 100 supérieur à la moyenne nationale. C'était toutefois avant que le gouvernement